

## TEXTES EN VIGUEUR au 1<sup>er</sup> Janvier 2018

- Pour en savoir plus sur textes en vigueur, télécharger le document au format PDF ([Lien vers PDF N°13](#))

**La préoccupation relative au RPS n'est pas que française mais Européenne et a émergé dans les années 2000 avant l'existence d'une première directive en 2004.**

**Accords nationaux interprofessionnels sur le stress au travail, le harcèlement moral et la violence au travail**

En dehors des dispositions générales et particulières (prévues par la réglementation), les entreprises sont soumises à **deux accords nationaux interprofessionnels**, rendus obligatoires pour tous les employeurs et tous les salariés de leur champ d'application à compter de la date de leur extension.

**L'accord national interprofessionnel sur le stress au travail a été signé le 02 juillet 2008 et rendu obligatoire par un arrêté ministériel du 23 avril 2009.**

Cet accord propose des indicateurs pour dépister le stress au travail et un cadre pour le prévenir. L'accord précise également quelques facteurs de stress à prendre en compte, comme l'organisation et les processus de travail, les conditions et l'environnement du travail, la communication... Il rappelle que, dès qu'un problème de stress a été identifié, une action doit être entreprise pour le prévenir, l'éliminer, ou, à défaut, le réduire. La responsabilité de déterminer les mesures appropriées incombe à l'employeur qui doit associer les institutions représentatives du personnel, ou à défaut, les salariés à leur mise en œuvre.

**Cet accord national est la transposition de l'accord-cadre européen signé en 2004.**

**L'accord national interprofessionnel sur le harcèlement et la violence au travail a été signé le 26 mars 2010 et étendu par un arrêté du 23 juillet 2010. Il invite les entreprises :**

- à déclarer clairement que le harcèlement et la violence sur le lieu de travail ne sont pas tolérés,
- à prévoir des mesures appropriées de gestion et de prévention. Cet accord fournit une trame d'intervention à formaliser par l'entreprise : suivi des plaintes, respect de la confidentialité, prise en compte des avis de toutes les parties concernées, sanction disciplinaire en cas de fausse accusation, recours à un avis extérieur, médiation... Il rappelle que l'employeur a la responsabilité de déterminer, examiner et surveiller les mesures appropriées à mettre en place, en consultation avec les salariés et/ou leurs représentants.

**Cet accord national est la transposition de l'accord-cadre européen signé en 2007.** Il vient compléter l'accord national interprofessionnel sur le stress au travail.

**Accord pour la prévention des RPS dans la fonction publique :** un protocole d'accord relatif à la prévention des risques psychosociaux dans la fonction publique a été signé le 22 octobre 2013. Cet accord-cadre prévoit la mise en place d'un plan national d'action pour la prévention des RPS dans la fonction publique qui doit se traduire par l'élaboration par chaque employeur public d'un plan d'évaluation et de prévention des RPS.

*Plus d'information sur la prévention des RPS dans la fonction publique sur le portail - [www.fonction-publique.gouv.fr/modernisation](http://www.fonction-publique.gouv.fr/modernisation) de la fonction publique*

Différentes circulaires et instructions ont été prises en 2014 afin d'assurer la mise en œuvre de ce plan d'action national.

- [Circulaire du 20 mars 2014 relative à la mise en œuvre du plan national d'action pour la prévention des risques psychosociaux dans les trois fonctions publiques](#)
- [Circulaire du 20 mai 2014 relative à la mise en œuvre de l'accord cadre relatif à la prévention des risques psychosociaux dans la fonction publique de l'Etat](#)
- [Circulaire du 25 juillet 2014 relative à la mise en œuvre, dans la fonction publique territoriale, de l'accord-cadre du 22 octobre 2013 concernant la prévention des risques psychosociaux](#)
- [Instruction n° DGOS/RH3/DGCS/4B/2014/321 du 20 novembre 2014 relative à la mise en œuvre dans la fonction publique hospitalière de l'accord-cadre du 22 octobre 2013 relatif à la prévention des risques psychosociaux dans les trois fonctions publiques](#)